

## RAPPORT D'ACTIVITES 2003

### 1. Introduction

---

Créée en novembre 2002, à l'initiative de son président, Denis Stokkink, la Fondation pour la Solidarité a démarré ses activités en janvier 2003. L'équipe actuelle de la Fondation pour la Solidarité comprend Dimitri Verdonck, directeur ; Anne Plasman, directrice financière et responsable de projets et Framboisette Jassogne, responsable de projets. Durant cette première année d'activité, la Fondation pour la Solidarité a également fait appel à des collaborateurs externes et conclu ses premiers partenariats. Le présent document propose un aperçu détaillé du travail accompli par l'ensemble de ces personnes partageant la ferme volonté d'œuvrer à l'émergence d'une Europe et d'un monde plus justes et plus solidaires.

Tout au long de l'année 2003, la Fondation pour la Solidarité s'est attachée à rencontrer sa principale ambition : promouvoir la Solidarité sous toutes ses formes à travers la poursuite d'une démarche spécifique consistant à créer un réseau de compétences, ou pôle de « reliance » européenne, entre les représentants des cinq principales familles d'acteurs clés du monde actuel que sont les entreprises, les pouvoirs publics, les syndicats, les associations de la société civile organisée et les chercheurs.

En fédérant les énergies éparses dans une perspective de développement durable, la Fondation pour la Solidarité est plus que jamais déterminée à continuer à encourager de toutes les manières possibles les coopérations entre les cinq acteurs précités en leur apportant, dans le cadre de partenariats, des moyens financiers et intellectuels complémentaires aux moyens dont ils disposent déjà. En collaboration avec les mouvements associatifs et les chercheurs universitaires, se tisse ainsi progressivement le réseau à valeur ajoutée dont les pouvoirs publics, les entreprises et les acteurs sociaux ont besoin pour poser les bons diagnostics et relever les défis émergents.

Durant l'année 2003, la Fondation pour la Solidarité s'est également attachée à veiller à inscrire clairement son action dans un objectif de renforcement de la démocratie dans l'économie, le social et le politique en contribuant par le dialogue interdisciplinaire à l'établissement d'un socle éthique commun, fondement d'un nouveau contrat social.

La démarche poursuivie en 2003 par la Fondation pour la Solidarité dans la redistribution de ses fonds a été et sera toujours étroitement associée à la promotion et à la mise en œuvre de projets susceptibles de mobiliser au moins trois des cinq acteurs européens précités. Les projets actuellement menés s'inscrivent tous dans le cadre de cette démarche et des principaux objectifs de la Fondation pour la Solidarité. Les critères ayant présidé à l'élaboration de chacun des partenariats conclus avec la Fondation pour la Solidarité sont transparents et basés sur une utilisation optimale des ressources existantes dans un esprit d'ouverture et de rassemblement.

Au gré de son évolution et pour davantage de cohérence dans la conduite et la communication de ses diverses initiatives, la Fondation pour la Solidarité a également décidé d'organiser ses activités autour de différents pôles de recherche, d'études et d'actions. Ces pôles, amenés à se consolider et à se multiplier encore, sont actuellement au nombre de six :

- Socio-Economie
- Emploi - Entreprenariat social
- Logement durable
- Immigration - Intégration
- Développement local
- Alter mondialisation
- Société de la connaissance
- Associations et secteur non-marchand

En complément de cette nouvelle organisation thématique et dans le respect de la dimension pluridisciplinaire et transversale de sa démarche, la Fondation pour la Solidarité a également réservé une place particulière à d'autres thématiques traitées qui, moins que d'autres, se laissent prendre au jeu des classifications arbitraires. Il s'agit notamment des relations Nord Sud ou de l'égalité de genre.

Cette organisation qui demandera sans doute encore à être affinée, a été élaborée au regard de la première année d'expérience de la Fondation pour la Solidarité et de l'ensemble des critiques constructives qui lui ont été adressées par différents représentants des cinq familles d'acteurs socioéconomiques partenaires que nous remercions ici.

## **2. Les Pôles de Recherche, d'Etudes et d'Actions**

---

### **Socio Economie**

#### **« Indicateurs de richesse économique et de solidarité en Belgique » (Etude)**

La Fondation pour la Solidarité poursuit l'élaboration d'une Etude consacrée au « Calcul des indicateurs de richesse économique et de solidarité en Belgique » en partenariat avec le Ministère fédéral de l'Economie. Cette étude sera terminée en juin 2004.

Si le Produit Intérieur Brut permet d'estimer la richesse économique et qu'il demeure un instrument privilégié pour mettre en évidence les tendances de court terme d'une économie, cet indicateur a ses limites quand il s'agit de mesurer une richesse socio-économique compatible avec des objectifs de développement durable : en effet, il ne donne aucune place à la prise en compte de la nature des richesses produites ou détruites (physiques, humaines, naturelles ou sociales) et aucune place aux activités non génératrices de flux monétaires, soit à l'évolution du bien-être des générations futures et présentes. Or la connaissance de cet état paraît essentielle dans la mesure où non seulement le développement humain est un objectif primordial dans une société démocratique mais également parce que croissance économique et développement durable sont largement tributaires l'un de l'autre.

Ainsi par l'enjeu, divers acteurs économiques, politiques et sociaux (le Conseil de l'Europe, l'OCDE, les Nations Unies, ...) ont déjà ouvert la voie au développement d'indicateurs socio-économiques et la Belgique devrait y prendre part de manière plus active. Une recherche sur trois ans permettrait dès lors de développer une analyse socio-économique de la richesse et de participer à cette nouvelle vague, européenne et mondiale, d'indicateurs alternatifs au PIB.

#### **« Centre de Socio Economie » (Recherche)**

En partenariat avec le DULBEA (département d'économie appliquée de l'Université Libre de Bruxelles ; le CES (Centre d'Economie Sociale de l'Université de Liège) ; l'IREC (Institut de Recherche Economique et Sociales de l'Université Catholique de Louvain), la Fondation pour la Solidarité a décidé de mobiliser des chercheurs en vue de développer la recherche en socio-économie en Communauté française. Ces recherches s'attacheront en particulier dans le domaine des thématiques relatives aux politiques de l'emploi ; aux initiatives locales de développement et d'emploi ; aux entreprises sociales ; aux services de proximité ; à l'intégration des populations défavorisées et notamment les populations d'origine immigrée ; à la dimension de genre ; à la société de l'information.

Ce partenariat se concrétisera notamment par l'échange de working papers ; l'organisation de séminaires, colloques en commun ; la création d'un prix pour un jeune chercheur en socio-économie. Les partenaires par ailleurs ont la volonté commune d'initier un Centre européen en socio-économie au travers de la mise en place d'un réseau européen de recherche, en vue de développer la participation au 6<sup>ème</sup> programme-cadre européen.

## Entreprenariat social

### **« Entreprenariat collectif et création d'entreprises dans un cadre d'économie sociale » (Etude)**

Depuis juin 2003, la Fondation pour la Solidarité poursuit l'élaboration d'une Etude intitulée « Entreprenariat collectif et création d'entreprises dans un cadre d'économie sociale », en partenariat avec le Ministère wallon de l'Economie.

L'objectif général poursuivi dans le cadre de cette étude est de comprendre comment l'économie sociale peut davantage contribuer à l'émergence de nouvelles entreprises et à stimuler l'esprit d'entreprenariat. En particulier, l'étude vise à mettre en lumière différentes formes d'entreprenariat collectif en Europe et à examiner comment ce type d'entreprenariat pourrait être mieux exploité dans un contexte wallon, c'est-à-dire être davantage stimulé afin de servir de levier économique pour la Région.

Plus précisément, cette étude porte sur les thématiques suivantes : l'identification des processus de création d'activités économiques mis en œuvre dans l'entreprenariat collectif ; la mise en évidence des différentes formes juridiques de l'entreprenariat collectif en Europe ; l'étude des profils des entrepreneurs usant de ces formes particulières d'entreprenariat ; la mise en évidence du potentiel wallon de création d'entreprises dans un cadre d'économie sociale ; l'analyse des besoins de ce public en terme d'accompagnement dans leurs démarches entrepreneuriales ; l'entreprenariat collectif au sein de la stratégie européenne pour l'emploi.

### **« Centre européen pour la promotion de l'entreprenariat collectif » (Recherche)**

La Fondation pour la Solidarité a commencé ses travaux relatifs à la création d'un Centre européen pour la promotion de l'entreprenariat collectif en partenariat notamment avec le Réseau européen de Centres de recherche en économie sociale, EMES.

Le Centre a pour ambition d'être un lieu de réflexion, d'étude et de promotion d'un autre type d'entreprenariat - l'entreprenariat collectif - afin de contribuer à la modernisation des théories traditionnelles sur l'entreprenariat, de donner matière à conseiller les gouvernements et d'influer sur le débat au niveau européen. Les problématiques qui y seront abordées seront entre autres les suivantes : les différentes expressions de mutualisation dans l'entreprenariat ainsi que l'entreprenariat collectif (remise en question de la praxis habituelle voulant que l'entrepreneur prenne un statut ou une posture d'indépendant et escompte un profit à la hauteur du risque qu'il prend) ; les bonnes pratiques en matière d'entreprenariat collectif ; les profils des entrepreneurs usant de ces formes particulières ainsi que leurs représentations mentales de l'entreprenariat ; les caractéristiques des processus de création d'activités économiques à l'œuvre dans l'entreprenariat collectif.

Les activités entreprises par le Centre seront les suivantes :

- Animation d'une réflexion et diffusion d'informations au niveau européen :
  1. constitution d'un consortium d'experts regroupant des acteurs de l'entreprenariat collectif qui offrent à de futurs entrepreneurs la possibilité de réaliser leur projet de vie en limitant les risques associés à l'entreprenariat (tels que des coopératives d'activité, des couveuses, des sociétés de travailleurs associés, etc...) ; des chercheurs - universités, centres de recherche - qui ont travaillé sur le concept de l'entreprenariat collectif d'un point de vue juridique, économique ... ; des institutions et des pouvoirs publics qui soutiennent des initiatives d'entreprenariat collectif ou qui s'y intéressent, au niveau national, régional, européen : Commission européenne, Conseil de l'Europe, Parlement européen, Comité économique et social ; des « stakeholders », à savoir des acteurs importants de l'économie sociale voulant soutenir la démarche de l'entreprenariat collectif - mutuelles, fondations, coopératives financières - ou des institutions qui soutiennent le développement de l'économie sociale

2. organisation de séminaires regroupant notamment les membres du consortium ;
  3. création et entretien d'un site Internet sur l'entrepreneuriat collectif ;
  4. diffusion d'une « newsletter » et de documents de travail.
- Transmission des informations et des résultats de cette réflexion au niveau des politiques nationales, régionales et européennes

En 2004, la Fondation élaborera une réponse à un appel à projet émanant de la Commission européenne. La Fondation pour la Solidarité est promoteur et prépare le projet en collaboration avec des partenariats de plusieurs pays de l'Union européenne.

## Logement durable

La Fondation pour la Solidarité prépare une série d'Actions et d'Événements qui auront lieu dans le cadre du Salon Batibouw 2004 qui, à l'initiative de la Fondation pour la Solidarité, se tiendra pour la première fois sous l'égide d'une thématique précise : le Logement durable

En proposant le logement durable comme thème pour le Salon Batibouw 2004 et en le déclinant sous de nombreuses formes, la Fondation pour la Solidarité a décidé de traiter sous l'angle de la solidarité un thème qui colle de près aux préoccupations du moment. En effet, la durabilité est devenue une exigence citoyenne incontournable portant à la fois sur l'économie, l'écologie et le social. Par ailleurs, le thème du logement s'inscrit parfaitement dans le cadre des politiques actuelles menées au niveau européen.

Les Événements que la Fondation pour la Solidarité a décidé d'organiser à l'occasion de Batibouw 2004 sont :

- Un Séminaire consacré au logement durable, préparé en collaboration avec l'asbl CEDAC et débouchant sur l'élaboration d'une Charte du logement durable susceptible d'offrir aux entreprises un outil de communication et de référence sur la responsabilité sociale et le développement durable
- Une Cérémonie officielle de Signature de la Charte du logement durable
- Des Séminaires consacrés au rôle de l'architecte dans la promotion du logement durable ; au logement durable ; au logement et à la santé ; à l'accessibilité des logements aux personnes à mobilité réduite ; à la politique européenne du logement durable ; aux énergies renouvelables ; au partenariat public/privé dans les logements sociaux (en collaboration avec l'Agence Alter).

Les Actions sont :

- La réalisation de la Revue « Alter écho » qui consacrera un numéro spécial « Logement durable » en Français et en Néerlandais
- La création d'un Observatoire européen du logement durable
- L'élaboration d'une Charte du logement durable en partenariat avec l'asbl Cedac.

## Immigration – Intégration

### **« La politique d'intégration-cohabitation à Bruxelles » (Etude)**

Cette première étude de la Fondation pour la Solidarité a été élaborée en partenariat avec la Commission Communautaire Française. Elle est divisée en quatre grands chapitres (Analyse démographique de la population étrangère ; Cohésion sociale et diversité culturelle ; Inventaire critique des réflexions actuelles sur la question de l'intégration ; Historique des politiques d'intégration en Région bruxelloise). Cette étude continue à alimenter utilement les études et débats d'experts relatifs à l'élaboration d'un important décret relatif à la cohésion sociale, élaboration à laquelle la Fondation est étroitement associée. Outre l'instrument théorique pertinent et l'acquis qu'elle représente pour la Fondation, cette étude continue d'être l'occasion de participer à de nombreux groupes de travail réunissant un très grand panel d'experts et d'acteurs de terrain en matière de cohésion sociale et d'intégration. Un rapport intermédiaire a été déposé le 11 avril 2003, le rapport final a été délivré fin juillet 2003

Dans la foulée, la Fondation pour la Solidarité participera en janvier 2004 à un colloque sur la cohésion sociale, organisé par l'Agence Alter pour le compte de la Cocof.

### **« Responsabilité sociale des entreprises - intégration des populations immigrées et lutte contre les discriminations » (Etude européenne)**

Depuis juillet 2003, la Fondation pour la Solidarité a entamé les travaux relatifs à la mise en œuvre de l'appel d'offre européen lancé par la Commission européenne (DG Emploi et Affaires sociales) dans le cadre de la ligne budgétaire b-3 4000 relative à la Responsabilité Sociale des Entreprises, remporté en juillet 2003.

A cette occasion, la Fondation élaborera des recommandations en matière d'expériences innovantes de partenariats entre entreprises privées, syndicats et/ou ONG dans la lutte contre les discriminations et l'intégration des populations immigrées.

Ces recommandations seront le fruit d'un processus de travail entamé en août 2003 et comprenant : le relevé d'expériences innovantes en la matière dans différents pays européens ; leur analyse contextuelle et la détermination d'une typologie des éléments de contexte permettant de les reproduire. Ces trois grandes étapes impliquant chacune dans leur mise en œuvre des entreprises privées, des syndicats et/ou des ONG et résultant du dialogue et de la diffusion des informations entre ces derniers au travers de séminaires.

Les premiers partenaires de ce projet (la plate forme d'échanges Business & Society, la Coopérative sociale italienne « Consortium Gino Mattarelli », l'entreprise grecque « Institute of Social Innovation », l'ONG autrichienne « World of NGO's » et la coopérative luxembourgeoise d'insertion socio-professionnelle « Co-labor ») ont entamé leurs recherches et l'élaboration d'une fiche technique dès le 15 octobre prochain.

Les étapes de ce projet comprennent l'examen des acquis par la Fondation pour la Solidarité ; l'identification des bonnes pratiques de partenariats ; le traitement de fiches techniques ; la préparation d'un premier séminaire qui aura lieu les 5 & 6 février 2004 ; le traitement des informations récoltées à l'issue du premier séminaire ; l'établissement de partenariats extérieurs par chacun des sept partenaires privilégiés ; le traitement de nouvelles fiches techniques par la Fondation pour la Solidarité ; la préparation d'un deuxième séminaire ; l'élaboration de propositions aux acteurs sociaux par la publication d'une brochure et par la mise à disposition des résultats sur Internet et enfin l'organisation d'un séminaire par chaque partenaire à son niveau. Début 2005, un grand séminaire consacra la fin de ce projet.

Au terme de ses investigations, la Fondation pour la Solidarité publiera ses recommandations en matière d'expériences innovantes de partenariats entre entreprises privées, syndicats et/ou ONG dans la lutte contre les discriminations et l'intégration des populations immigrées

### **« L'intégration des femmes immigrées en Europe » (Conférence)**

En collaboration avec le Centre du Libre Examen, la Fondation pour la Solidarité a organisé un séminaire intitulé : « De l'immigration à la citoyenneté : parcours au féminin », le 17 décembre 2003 au Centre Culturel d'Etterbeek – Espace Senghor.

Le colloque a notamment abordé les thèmes suivants : le contexte historique et démographique de l'immigration féminine ; la situation des femmes sur le marché du travail ; les contraintes et ouvertures juridiques ; les contraintes et stratégies d'émancipation au niveau familial ; les contraintes et stratégies en matière d'enseignement, de formation et d'emploi ; la réussite à l'université des filles issues de l'immigration ; les trajectoires professionnelles des mères et filles d'origine étrangère ; la discrimination à l'embauche ; les défis des associations de femmes immigrées ; la participation politique des femmes immigrées ; les politiques publiques d'intégration, l'insertion professionnelle en pratique.

Ce colloque a par ailleurs été l'occasion de proposer des témoignages de représentantes d'associations de femmes actives sur le terrain (turque, maghrébine, latino-américaine, africaine, Europe centrale), d'une représentante du mouvement « Ni putes ni soumises », et de quelques femmes politiques d'origine immigrée. Un concert a clôturé la journée.

### **« Portraits de femmes » (Publication - Etude)**

Les questions liées à l'immigration sont souvent mal posées. Soit on stigmatise l'échec de l'intégration et la montée du communautaire. Soit on réduit l'immigré à une simple victime de la société. En réalité, les choses sont plus complexes. Entre les visions purement théoriques et les réalités de terrain, il y a souvent un décalage.

En vue de concilier ces points de vue différents, la Fondation pour la Solidarité entend ouvrir une troisième voie : le but étant d'accorder la parole directement aux personnes concernées. Ainsi est né ce projet de dresser le portrait de 100 femmes immigrées ou d'origine immigrée qui ont « réussi ». Une réussite sociale, économique, culturelle, politique... L'ambition de la Fondation pour la Solidarité est de donner une image positive, nuancée, humaine de l'immigration. Un livre sera édité, en collaboration avec Amazone et le CBAI, reprenant ces portraits, complétés par une analyse sociologique et par des propos croisés sur la Belgique multiculturelle.

## **Développement local**

### **« Formeville : Institut des nouveaux métiers de la Ville » (Recherche)**

En 2003, la Fondation pour la Solidarité s'est impliquée dans la création d'une toute nouvelle structure à Bruxelles : l'asbl Formeville, Institut des nouveaux métiers de la Ville.

L'objet de Formeville vise principalement le développement des métiers ou fonctions urbaines en devenir par son engagement dans 3 axes, soit

- la définition de nouveaux métiers de la ville ou la reconfiguration de métiers anciens dans les espaces publics et qui visent à améliorer la cohésion sociale dans les quartiers ;
- l'organisation de formations professionnelles à de nouvelles fonctions urbaines destinées à un public en insertion socio-professionnelle ou à des travailleurs en cours ou en tout début d'emploi ;

- la recherche de débouchés à l'emploi ou la pérennisation de ce type d'emplois auprès des administrations publiques locales et régionales ou des collectivités locales.

En corollaire à l'organisation de ces activités, Formeville s'est dotée d'un Comité d'accompagnement d'experts dont la volonté est de contribuer à l'élaboration d'un projet de ville ou paradigme adapté à la réalité bruxelloise. Elle s'inscrit à ce titre dans une démarche de recherche et développement élargie à d'autres pays européens.

Si, en 2003, Formeville s'est concentré sur la mise en place de la nouvelle structure, 2004 sera par contre l'année de la concrétisation de ses activités de formations qui font suite à la demande d'une dizaine de Communes bruxelloises, ainsi que d'activités d'étude prospective et d'inventaire des métiers urbains.

Formeville, Institut des nouveaux métiers de la Ville - Rue du Vallon, 22 à 1210 Bruxelles  
Tél : 02/218.10.22 - [formeville@irisnet.be](mailto:formeville@irisnet.be)

### **Associations & secteur non-marchand**

#### **« Le Centre d'entreprises et d'associations sociales et solidaires » (Action)**

Eu égard à son objectif de promotion de la Solidarité d'une part et de reliance entre « familles » d'acteurs socio-économiques trop souvent cloisonnées dans leurs disciplines respectives, d'autre part, la Fondation a non seulement choisi de s'installer dans une commune et un quartier urbains dont le besoin de solidarité et de revitalisation est particulièrement fort, mais a également décidé de partager ses locaux avec des entreprises et associations à finalité sociale.

Les partenaires actuels du Centre d'entreprises et d'associations sociales et solidaires ou « Maison de la Solidarité » sont : la Fondation pour la Solidarité, l'Agence Alter ; le CEDAC ; Esnet ; Info Sud, le « Librex » (Centre Régional bruxellois Libre examen), la plate forme de l'économie sociale wallonne « SAW » (Solidarité Alternatives Wallonnes), la revue « Politique » et l'ONG de coopération au développement « Solsoc » (Solidarité Socialiste).

#### **« Les Racines de la Solidarité » (Etude)**

Réalisée par Thomas Van Doosselaere, la Fondation a soutenu l'élaboration d'une étude consacrée aux origines du concept de solidarité. Le premier chapitre de cette étude traite de l'évolution du concept de solidarité au cours des XVIII<sup>ème</sup> et XIX<sup>ème</sup> siècles. Le second s'attache, pour sa part, à décrire les relations étroites qui relient mouvement social et solidarité. Au terme d'une lecture passionnante, l'auteur nous invite à méditer cette phrase qui à elle seule résume par parfaitement la mission que s'est assignée la Fondation pour la Solidarité ainsi que l'objectif de cette étude : « la réflexion doit nourrir l'action. Ce n'est qu'à partir de la réflexion de certains que la société s'est progressivement dotée d'institutions de solidarité. Il nous appartient de participer à cette réflexion et à cette action ».

### **3. Communication**

---

#### **« Les Téléx de la Solidarité »**

La Fondation pour la Solidarité a travaillé à l'élaboration d'un journal mensuel intitulé « les Téléx de la Solidarité ». Le premier numéro sera publié en février 2004. Ces Téléx présentent un édito ; une rubrique "focus" qui met la lumière sur un projet/dossier en particulier ; une interview d'un représentant d'une des cinq familles d'acteurs socio-économiques se préoccupant de solidarité (pouvoirs publics, syndicats, chercheurs, entrepreneurs, responsables d'ONG) ; ainsi qu'une série d'infos et de dossiers thématiques. Le contenu de tous les Téléx est également disponible dans les différentes rubriques thématiques du site internet de la Fondation pour la Solidarité :

#### « Le site Internet de la Fondation pour Solidarité »

Point de rencontre entre les différents représentants des cinq familles partenaires, le site de la Fondation - <http://www.fondation-solidarite.be> - la pour vocation de présenter ses activités et de proposer une base de donnée constituée progressivement, au fil de ses réalisations. La construction graphique du site sera achevée fin février 2004.

#### « Premier anniversaire de la Fondation pour la Solidarité »

À l'occasion de l'anniversaire de sa première année d'existence et du lancement du projet « Batibouw 2004 et le logement durable », La Fondation pour la Solidarité a préparé l'organisation, le 10 février 2004, de la projection du film « Traces, empreintes de femmes » de Katy Lena Ndiaye. Ce film invite à la découverte du Burkina Faso, d'histoires de femmes et de l'art des peintures murales. Une réception à l'attention de l'ensemble des partenaires de la Fondation pour la Solidarité a également été prévue.

### 4. Interventions publiques

---

Dès sa création en octobre 2002, la Fondation pour la Solidarité s'est employée à faire entendre sa voix au sein de divers Forum et manifestations publiques. A travers l'organisation, la présidence ou la participation à des conférences et réunions de travail directement liées à son objet social, la Fondation pour la Solidarité entend rester au cœur et à l'écoute des principaux courants de pensée et mouvements sociaux, politiques et économiques oeuvrant pour une Europe plus solidaire.

- Les 02 et 03 octobre 2002, Conseil de l'Europe, Strasbourg. Présidence d'une séance de travail au Forum consacré aux « Nouvelles **responsabilités sociales** dans un monde global : Etat, marché et société civile » ;
- Le 13 décembre 2002, Centre Pompidou, Paris. Présidence d'un débat avec Susan GEORGES, Charles-Albert MICHALET et Jean ZIEGLER dans le cadre de la manifestation intitulée « Mondialisation & **Alter-mondialisation** : Réalités et enjeux » ;
- Le 16 janvier 2003, organisation et présidence de la conférence « La **mondialisation** : comprendre pour agir » à l'Université du Temps Disponible de Tournai ;
- Le 19 mai 2003, Paris. Animation d'une table ronde au séminaire « Responsabilité sociale et **Economie sociale** » ;
- Le 14 juin 2003, Participation au Forum du développement urbain, Bruxelles. SRDU, Secrétariat régional au développement urbain ;
- Le 26 juin 2003. Participation à la « Conférence européenne sur les **Entrepreneurs issus de minorités ethniques** », organisée par la Commission européenne ;
- Les 28 & 29 août 2003. Animation d'un atelier intitulé « **Ville et Ruralité** : mode d'emploi(s) » et participation à un atelier consacré à la Politique du Logement à l'Université d'été du Parti Socialiste belge ;
- Le 20 octobre 2003. Participation à la Conférence consacrée à « La dimension citoyenne de la **multiculturalité** » et organisée par le Centre Régional du Libre Examen de Bruxelles ;
- Du 12 au 15 novembre 2003. Participation à un ensemble de conférences et manifestations organisées dans le cadre du « **Forum Social Européen** » à Paris ;



- Le 13 novembre 2003. Présidence d'un atelier intitulé « Une autre **entreprise** est possible » dans le cadre du Forum Social Européen, village de l'économie sociale, Paris, Saint-Denis ;
- Le 25 novembre 2003. Participation à la conférence intitulée : « Making **migrants** parts of society : The Canadian experience » (EPC-KBF Migration Dialogue), Résidence Palace EPC Immigration Intégration, en coopération avec le gouvernement canadien et la DG Justice et Affaires Intérieures de la Commission européenne ;
- Le 09 décembre 2003, participation à la conférence intitulée : « What place for **Islam and Muslims** in Europe ? », European Policy Centre & Fondation Roi Baudouin (EPC-KBF Dialogue) Immigration – Intégration Résidence Palace
- Le 17 décembre 2003. Organisation d'un colloque intitulé « De l'**immigration** à la citoyenneté : parcours au féminin ». Présentation du colloque et intervention à l'émission radio « Midi première » de la RTBF ;
- Le 13 janvier 2004. Intervention dans le cadre du Colloque consacré à la « Cohésion sociale : Projet de Ville, projet de vies » (De la diversité bruxelloise à la cohésion sociale), et organisé par l'Agence Alter à l'initiative du Membre du Collège de la Commission Communautaire française de la Région de Bruxelles Capitale en charge de l'action sociale, Alain Hutchinson

## 5. Classification par type d'actions

---

### « *Etudes* »

- Politique d'intégration-cohabitation à Bruxelles
- Recommandations en matière d'expériences innovantes de partenariats entre entreprises privées, syndicats et/ou ONG dans la lutte contre les discriminations et l'intégration des populations immigrées
- Calcul des indicateurs de richesse économique et de solidarité en Belgique
- Entreprenariat collectif et création d'entreprises dans un cadre d'économie sociale
- Les Racines de la Solidarité

### « *Recherche* »

- Centre européen pour la promotion de l'entreprenariat collectif
- Centre de socio économie
- Observatoire européen du logement durable
- Formeville : institut des nouveaux métiers de la ville

### « *Conférences & Séminaires* »

- L'intégration des femmes immigrées en Europe
- Le rôle de l'architecte dans la promotion du logement durable
- Le logement durable
- Le logement et la santé
- L'accessibilité des logements aux personnes à mobilité réduite
- La politique européenne du logement durable
- Les énergies renouvelables
- Les partenariats public/privé dans les logements sociaux

« **Publications** »

- Numéro spécial de la Revue « Alter écho »
- Les Téléx de la Solidarité

**5. Partenaires**

---

